

Se faisant, semble-t-il, le porte-parole du gouvernement, le secrétaire de presse du président des États-Unis a déclaré que les États-Unis doivent effectuer de nouveaux essais, car, a-t-il dit, d'importants progrès résulteraient d'autres mises au point scientifiques. Comme les États-Unis ont déjà des armements atomiques en quantité suffisante pour assurer la défense du monde libre, ainsi qu'on l'a signalé la semaine dernière, je ne vois pas à quoi d'autres essais serviraient, si ce n'est à accélérer le rythme de la course aux armements.

Ce problème très complexe renferme peut-être bien des éléments qui m'échappent, monsieur le président. J'ai entendu à la télévision l'autre soir le chef de l'opposition exprimer ses vues sur ce sujet. Si je me rappelle bien ses paroles, il a expliqué qu'il désirait s'abstenir de faire une déclaration catégorique, car il craignait d'ignorer certains éléments de la situation. J'affirme, pour ma part, que la plus importante question que le Parlement doit examiner ce soir, ce sont les moyens que notre gouvernement peut prendre en vue de mettre fin, dans le plus bref délai, à ces explosions nucléaires.

Trois autres raisons motivent ma participation au débat. Je tiens d'abord à signaler combien j'apprécie les récents services qu'ont rendus le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et l'esprit d'initiative dont ils ont fait preuve. Nous savons tous que le premier ministre s'est vivement intéressé aux affaires internationales tout au long de sa carrière publique. Il a assisté à la conférence de fondation des Nations Unies, et à chaque session du Parlement depuis lors, il a formulé des propositions concrètes en vue de prévenir la guerre et de faire en sorte d'améliorer le sort des gens d'autres pays qui sont opprimés et qui souffrent à cause du manque de nourriture, d'habitations convenables, de vêtements ou de possibilités d'instruction.

Je croyais avoir entendu le premier ministre du Canada à son meilleur le 26 septembre 1960, alors qu'il a pris la parole aux Nations Unies. Il a prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies un discours qui a été acclamé unanimement comme une brillante réponse aux fausses accusations que M. Khrouchchev avaient lancées la semaine précédente. Mais le 1<sup>er</sup> septembre 1961, il a prononcé devant les membres de l'Association du barreau canadien une allocution dont le monde avait grandement besoin, d'après moi, et qui surpassait tous les autres discours qu'il a faits dans le passé sur les affaires internationales. Je suis sûr que ce discours aura des répercussions sur le cours des événements.

Certains de nos critiques prétendent que le Canada devrait prendre la tête des puissances moyennes. Après le discours qu'il a prononcé à Winnipeg, je dis que le premier ministre va donner le ton aux grandes puissances. Au nom des citoyens d'York-Centre, je tiens à lui exprimer ma reconnaissance.

Depuis le dernier débat que nous avons eu sur les affaires étrangères, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est à maintes reprises fait le porte-parole du Canada sur les problèmes internationaux. De nos jours, d'aucuns sont tellement renversés par l'ampleur de ces problèmes, qu'ils ne voient que le côté noir des choses et ne disent que des lieux communs. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'est pas du nombre. Au sein de l'OTAN, des Nations Unies et à Genève, on le considère comme un optimiste, mais d'un optimisme qui ne se justifie que grâce à des efforts ardues et constants en vue de trouver des solutions aux problèmes courants. Voilà la politique qu'a suivie notre pays en matière de désarmement.

En dépit des conditions les plus adverses, le Canada doit continuer à préconiser des moyens pour la tenue de pourparlers. Nous devons nous ingérier sans cesse à amener des négociations et, si nous subissons des échecs, nous devons nous remettre à la tâche sans nous décourager. Comment les députés qui recommanderaient une autre politique ou qui dénigraient les efforts consciencieux de notre ministre des Affaires extérieures—comme cela s'est déjà produit—pourraient-ils expliquer leur attitude à leurs commettants ou à leurs enfants alors que plus du tiers des recettes provenant de l'impôt sont affectées au maintien de nos forces armées?

Je me demande s'il est arrivé à un député, comme cela m'est arrivé dernièrement, d'avoir à expliquer à un enfant de treize ans comment il se fait qu'en 1961, les grands de ce monde, riches de l'expérience, de la sagesse et de l'esprit inventif accumulés par des génies durant vingt siècles, se regardent comme des chiens de faïence, brandissent la menace de la guerre et parlent de lancer une bombe qui détruirait des millions de personnes. Tout ce que je puis dire, c'est qu'en essayant de l'expliquer, on voit combien les choses se sont gâtées et combien il est important que le Canada continue d'exercer des pressions en faveur du désarmement.

Mon deuxième motif de prendre part au présent débat, c'est que je me sens obligé envers mes commettants de dire en cette Chambre ce que je pense des affaires internationales. Toutefois, monsieur le président, j'ai le sentiment bien net de ne pas savoir grand-chose. Il y a deux semaines, j'étais en Europe où je me suis entretenu avec des